RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE TOUDON

Procès-verbal de séance du Conseil municipal

Séance du samedi 27 juin 2026 à 10 heures 00

En Mairie



25 Allée St Jean. 06830 Toudon - Tél : 04 93 08 55 25 ; Fax : 04 93 08 55 71
mairie-de-toudon@wanadoo.fr

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

SOMMAIRE

1. OUVERTURE DE SÉANCE 4
2. ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE 4
3. ORDRE DU JOUR 4
4. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE 5
DU 29 AVRIL 2026 5
5. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS 6
6. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS ET DES SUPPLÉANTS POUR LA COMMISSION DES IMPÔTS DIRECT (C.C.I.D.) 7
7. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE ALPES D'AZUR (C.C.A.A.) 9
8. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU SEIN DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE ALPES D'AZUR (C.C.A.A.) 11
9. ADHÉSION ET DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA FONDATION DU PATRIMOINE 13
10. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TOUDON 15
11. PROGRAMME DE DOTATION CANTONALE D'AMENAGEMENT 2026 16
12. INSTITUTION DE LA TAXE DE SÉJOUR AU RÉEL À COMPTER DU 1ER JANVIER 2027 20
13. CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL DE LA VOIE SITUÉE SUR LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION B N° 1233 – ROUTE DE LA COMBA (ANCIENNE ROUTE DU LOTISSEMENT CHANTE-MILAN) 24
14. ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2025-04-09 RELATIVE À L'ACQUISITION DE LA PARCELLE A 0160 26
15. CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS POUR LES JEUNES DU VILLAGE ÂGÉS DE 15 À 17 ANS – PÉRIODE JUILLET AOÛT 27
16. INFORMATIONS MUNICIPALES 29
17. CLÔTURE DE SÉANCE 30

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

L'an deux mil vingt-six, le samedi vingt-sept juin, à dix heures, le Conseil municipal de TOUDON, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-17 du CGCT, dans la salle du Conseil municipal de la Mairie, en séance publique, sous la présidence du Maire, Madame Virginie LECLERC ESCALIER.

Date de convocation : 19/06/2026 **Date d'affichage : 19/06/2026**

Nombre de conseillers en exercice : 11

Etaient présents : 09

- Mme Virginie LECLERC ESCALIER, Maire
- M. Sylvain RIVET, 1e Adjoint
- Mme Magali GHIGO CAGNOL, 2e Adjointe
- M. Frédéric GIRAUD, Conseiller municipal délégué
- M. Patrick PERINET, Conseiller municipal délégué
- Mme Isabelle NAUDET, Conseillère municipale déléguée
- Mme Stéphanie FECHINO, Conseillère municipale déléguée
- Mme Fanny RAYNARD, Conseillère municipale déléguée
- Mme Nicole LACOMBE, Conseillère municipale

Absents : 2

- M. Thierry DERNAUCOURT, Conseiller municipal
- M. Stéphane ZAMUNER, Conseiller municipal délégué

Pouvoirs : 1

- M. Stéphane ZAMUNER donne pouvoir à Mme Magali GHIGO CAGNOL

Secrétaire de séance : Mme Fanny RAYNARD est nommée secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

1. OUVERTURE DE SÉANCE

Le Maire, Madame Virginie LECLERC ESCALIER, ouvre la séance à 10 h et constate que le quorum est atteint. La séance du conseil peut donc être valablement tenue.

2. ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Le Maire propose ensuite de procéder à l'élection du secrétaire de séance à main levée, conformément à l'article L. 2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette proposition est adoptée à l'unanimité par le Conseil municipal.

Mme Fanny RAYNARD est donc désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance et procède à l'appel des Conseillers municipaux.

3. ORDRE DU JOUR

Le Maire, procède à la présentation de l'ordre du jour.

CONSEIL DU MUNICIPAL :

- APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 AVRIL 2026 ;
- APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS ;
- DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS ET DES SUPPLÉANTS POUR LA COMMISSION DES IMPÔTS DIRECT (C.C.I.D.) ;
- DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE ALPES D'AZUR (C.C.A.A.) ;
- DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU SEIN DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE ALPES D'AZUR (C.C.A.A.) ;
- ADHÉSION ET DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA FONDATION DU PATRIMOINE ;
- ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TOUDON ;
- PROGRAMME DE DOTATION CANTONALE D'AMENAGEMENT 2026
- INSTITUTION DE LA TAXE DE SÉJOUR AU RÉEL À COMPTER DU 1ER JANVIER 2027 ;
- CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL DE LA VOIE SITUÉE SUR LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION B N° 1233 – ROUTE DE LA COMBA (ANCIENNE ROUTE DU LOTISSEMENT CHANTE-MILAN) ;
- ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2025-04-09 RELATIVE À L'ACQUISITION DE LA PARCELLE A 0160 ;
- CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS POUR LES JEUNES DU VILLAGE ÂGÉS DE 15 À 17 ANS – PÉRIODE JUILLET/AOÛT

INFORMATIONS MUNICIPALES :

- ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DU STUDIO D'ESTARNAOU ;
- ACCUEIL DE LA NOUVELLE DIRECTRICE D'ÉCOLE ;
- LANCEMENT DES TRAVAUX DANS LA SALLE DU CONSEIL AINSI QUE DANS LES APPARTEMENTS COMMUNAUX.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

4. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 AVRIL 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-06-02

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2121-15 relatif à l'établissement du procès-verbal ;

VU le procès-verbal de la séance du Conseil municipal en date du **mercredi 29 avril 2026** ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au conseil municipal actuellement en exercice d'approuver le procès-verbal des séances précédentes afin d'assurer la régularité et la continuité administrative des délibérations de la commune ;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de la séance du **mercredi 29 avril 2026** a été transmis aux membres du Conseil municipal et mis à leur disposition conformément aux règles en vigueur ;

Le Maire invite l'assemblée à approuver le procès-verbal de la séance du **mercredi 29 avril 2026**.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'adopter le procès-verbal de la séance du **mercredi 29 avril 2026**, tel qu'il a été présenté.

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame le Maire et le secrétaire de séance précédente à signer le procès-verbal correspondant conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Discussions :

Pas d'observation. La délibération est mise au vote.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

5. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS

DÉLIBÉRATION : 2026-06-03

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2121-15 relatif à l'établissement du procès-verbal ;

VU le procès-verbal de la séance du Conseil municipal en date du **vendredi 05 juin 2026** ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au conseil municipal actuellement en exercice d'approuver le procès-verbal des séances précédentes afin d'assurer la régularité et la continuité administrative des délibérations de la commune ;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de la séance du **vendredi 05 juin 2026** a été transmis aux membres du Conseil municipal et mis à leur disposition conformément aux règles en vigueur ;

Le Maire invite l'assemblée à approuver le procès-verbal de la séance du **vendredi 05 juin 2026**.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'adopter le procès-verbal de la séance du **vendredi 05 juin 2026**, tel qu'il a été présenté.

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame le Maire et le secrétaire de séance précédente à signer le procès-verbal correspondant conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Discussions :

Pas d'observation. La délibération est mise au vote.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

6. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS ET DES SUPPLÉANTS POUR LA COMMISSION DES IMPÔTS DIRECT (C.C.I.D.)

DÉLIBÉRATION : 2026-06-04

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général des impôts, notamment son article 1650 ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la constitution de la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.) ;

CONSIDÉRANT que cette commission est composée du maire ou de son adjoint délégué, président, et de commissaires désignés par l'administration fiscale ;

CONSIDÉRANT que le Conseil municipal doit proposer une liste de contribuables en nombre double afin de permettre à l'administration fiscale de procéder à cette désignation.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : le Conseil municipal doit proposer une liste de contribuables en nombre double afin de permettre à l'administration fiscale de procéder à cette désignation.

ARTICLE 2 : cette liste sera transmise à la direction départementale des finances publiques, sur le portail internet de la gestion publique (PIGP), qui procédera à la désignation des membres de la commission communale des impôts directs.

ARTICLE 3 : Le maire étant membre de droit de la CCID, il ne doit pas être mentionné dans les personnes proposées dans le tableau figurant à l'article 4. Madame Le Maire, Virginie LECLERC ESCALIER, est donc présidente de droit de la commission.

ARTICLE 4 : la liste des contribuables proposés à la direction départementale des finances publiques, qui procédera à la désignation des membres de la commission communale des impôts directs est la suivante :

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

	Civilité	Nom	Prénom
Commissaires Titulaires	M.	RIVET	Sylvain
	Mme	GHIGO CAGNOL	Magali
	M.	GIRAUD	Frédéric
	M.	PERINET	Patrick
	Mme	NAUDET	Isabelle
	Mme	FECHINO	Stéphanie
	M.	ZAMUNER	Stéphane
	Mme	RAYNARD	Fanny
	M.	MALFATTI	Rodolphe
	Mme	GUENIN	Salvia
	Mme	LACOMBE	Nicole
	M.	DERNAUCOURT	Thierry
	Civilité	**Nom**	**Prénom**
Commissaires Suppléants	Mme	RIVET	Peggy
	Mme	GIRAUD	Monique
	Mme	AERTS	Michèle
	Mme	GILBERT	Françoise
	Mme	MANZONI	Véronique
	Mme	CAGNOL	Andrée
	Mme	GASTAUD	Françoise
	M.	LAUGIER RABELLE	Thomas
	M.	AZIARY	Gérard
	M.	BIANCO	Ludovic
	Mme	GRATEGO	Christine
	M.	GHIGO	Claude

ARTICLE 5 : La présente délibération sera affichée et inscrite au registre des délibérations du Conseil municipal.

Discussions :
Mme le Maire expose l'objet et les missions de cette commission, qui relève de l'intérêt public et général. Il s'agit d'un organisme consultatif présent dans chaque commune. La CCID assiste l'administration fiscale pour garantir que certaines bases d'impositions locales sont justes et à jour. Elle ne fixe pas les taux d'imposition et se réunit généralement 1 fois par an à la demande des services fiscaux.
Missions :

- donner un avis sur les évaluations cadastrales des propriétés bâties et non bâties lorsque des modifications interviennes (construction, agrandissement, changements d'usage)
- examiner les propositions de l'administration fiscales concernant les valeurs locatives cadastrales, qui servent au calcul de certains l'impôts locaux
- signaler les erreurs ou omissions constatées
- veiller à la bonne répartition de l'impôt en s'assurant que les caractéristiques des biens immobiliers sont correctement prises en compte.

Une liste de 24 noms (12 titulaires et 12 suppléants) sont soumis aux services fiscaux, qui procèderont un tirage au sort de 6 noms pamis les titulaires et les suppléants. Mme le Maire indique avoir voulue ouvrir cette liste de noms à une large partie de la population afin que toutes les sensibilités soient représentées.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

7. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE ALPES D'AZUR (C.C.A.A.)

DÉLIBÉRATION : 2026-06-05

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le Code Général des Impôts et notamment le IV de l'article 1609 nonies C ;

VU l'arrêté préfectoral, en date du 14 mars 2017, portant statuts de la Communauté de Communes Alpes d'Azur, conformément à l'article L. 5211-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération D2026/034 en date du 17 avril 2026 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Alpes d'Azur fixant la composition de la C.L.E.C.T. à 53 sièges répartis au prorata du poids démographique des communes membres ;

VU la délibération n° 2026-03-08 du 21 mars 2026 pourtant désignation du représentant de la commune au sein de la C.L.E.C.T. ;

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

CONSIDÉRANT que dans le cadre du renouvellement des Conseils municipaux et communautaires, il est nécessaire de procéder à la désignation des membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) pour la durée du mandat ;

CONSIDÉRANT que le nombre de représentants de la commune au sein de la C.L.E.C.T. est égal au nombre de conseillers communautaires au sein du conseil municipal, soit un siège ;

CONSIDÉRANT que le représentant de la commune au sein de la C.L.E.C.T. doit être désigné par le Conseil municipal parmi ses membres.

Aussi, Madame le Maire propose au Conseil de se désigner en qualité de représentante de la commune au sein de la C.L.E.C.T.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'abroger la délibération n° 2026-03-08 du 21 mars 2026 pourtant désignation du représentant de la commune au sein de la C.L.E.C.T. les sièges n'ayant pas encore été attribués à cette date ;

ARTICLE 2 : Est désignée en qualité de représentante de la commune au sein de la CLECT de la Communauté de Communes des Alpes d'Azur C.C.A.A. :

- **Mme LECLERC ESCALIER Virginie, Le Maire.**

ARTICLE 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et notifiée à la Communauté de Communes des Alpes d'Azur.

Discussions :
Mme le Maire indique que la CLECT est une instance obligatoire des intercommunalités à fiscalité professionnelle unique. Son rôle est d'assurer que les transferts de compétences entre les communes et l'intercommunalité se fassent de manière neutre financièrement.
Par exemple, si l'intercommunalité envisage de reprendre la gestion d'une route communale, d'un équipement sportif ou d'un service public, la CLECT évalue le cout réel de cette compétence. Cette évaluation déterminera ensuite l'ajustement de l'attribution de compensation versée au village afin que le transfert soit financièrement équilibré pour la commune comme pour l'intercommunalité.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

8. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU SEIN DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE ALPES D'AZUR (C.C.A.A.)

DÉLIBÉRATION : 2026-06-06

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mai 2013 portant création de la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1er janvier 2014, modifié par arrêtés préfectoraux des 18 décembre 2013, 14 novembre 2014, 14 mars 2017 et 16 août 2022 ;

VU la délibération D2026/039 en date du 17 avril 2026 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Alpes d'Azur portant création des commissions thématiques intercommunales ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des articles L.2121-22 et L. 5211-1 du CGCT, peuvent être formées « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres » ;

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire a créé 5 commissions thématiques pour lesquels les conseillers municipaux sont invités à désigner leurs représentants par délibération ;

CONSIDÉRANT que le(s) représentant(s) de la commune au sein des commissions intercommunales doit(vent) être désigné(s) par le conseil municipal parmi ses membres.

Madame le Maire propose de se désigner en qualité de représentant :

➢ Mmes Virginie LECLERC ESCALIER et Stéphanie FECHINO Représentantes de la commune au sein de la commission « Ressources » qui traitera des sujets ressources humaines et Finances ;

➢ Mme Virginie LECLERC ESCALIER et M. Patrick PERINET Représentants de la commune au sein de la commission « Coopération territoriale et accompagnement des communes » qui sera en charge des relations institutionnelles, de l'assistance aux communes et des DMO ;

➢ Mmes Magali GHIGO CAGNOL, Isabelle NAUDET et Fanny RAYNARD Représentantes magali de la commune au sein de la commission « Enfance, familles et solidarités » pour les questions relatives à l'enfance, la petite enfance, la santé et le social ;

➢ Mme Virginie LECLERC ESCALIER et M. Sylvain RIVET Représentants de la commune au sein de la commission « Transition écologique et gestion des ressources » qui concernera les déchets, l'eau, les risques, l'agriculture, la forêt et les espaces naturels ;

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

➢ Mme Virginie LECLERC ESCALIER et M. Patrick PERINET Représentants de la commune au sein de la commission « Développement et rayonnement du territoire » pour les sujets concernant le développement économique, le tourisme, l'aménagement du territoire, la mobilité et l'aménagement du numérique.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Sont désignés en qualité de représentant :

➢ Mmes Virginie LECLERC ESCALIER et Stéphanie FECHINO Représentantes de la commune au sein de la commission « Ressources ».

➢ Mme Virginie LECLERC ESCALIER et M. Patrick PERINET Représentants de la commune au sein de la commission « Coopération territoriale et accompagnement des communes ».

➢ Mmes Magali GHIGO CAGNOL, Isabelle NAUDET et Fanny RAYNARD Représentantes de la commune au sein de la commission « Enfance, familles et solidarités ».

➢ Mme Virginie LECLERC ESCALIER et M. Sylvain RIVET Représentants de la commune au sein de la commission « Transition écologique et gestion des ressources ».

➢ Mme Virginie LECLERC ESCALIER et M. Patrick PERINET Représentants de la commune au sein de la commission « Développement et rayonnement du territoire ».

ARTICLE 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et notifiée à la Communauté de Communes des Alpes d'Azur.

Discussions :
Il s'agit de désigner les représentants de la commune au sein des différentes commissions de travail de l'intercommunalité à laquelle Toudon appartient. Le nombre de représentants n'étant pas imiter, il est proposé de nommer des conseillers en fonction des délégations qui leur ont été attribuée. Mme le Maire rappelle que la participation à ces instances, pour défendre notamment les intérêts de la commune, demandent du temps et de l'investissement de la part des conseillers, qu'elles remercient par avance pour cela.
Mme le Maire demande à Mme LACOMBE Nicolle si elle souhaite intégrer l'une des commissions. Mme LACOMBE Nicolle remercie Mme le Maire mais décline la proposition.

- Commission « ressources » : Mmes FECHINO Stépahanie et LECLERC ESCALIER Virginie
- Commission « coopération territoriale » : Mme LECLERC ESCALIER Virginie et M. PERINET Patrick
- Commission « enfance » ; Mmes GHIGO CAGNOL Magali, RAYNARD Fanny et NAUDET Isabelle
- Commission « transition écologique » : Mme LECLERC ESCALIER Virginie et M. RIVET Sylvain
- Commission « développement » : Mme LECLERC ESCALIER Virginie et M. PERINET Patrick

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

9. ADHÉSION ET DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

DÉLIBÉRATION : 2026-06-07

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5721-1 et suivants ;

VU les statuts de l'association Fondation du Patrimoine ;

CONSIDÉRANT que l'adhésion à l'association pour une commune de moins de 500 habitants donne lieu à une cotisation annuelle de 100 € ;

CONSIDÉRANT que le représentant engage sa commune respective dans les décisions à prendre au sein de l'association ;

CONSIDÉRANT qu'un appel à candidature a été organisé par Mme le Maire ;

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

CONSIDÉRANT que Mme LECLERC ESCALIER Virginie s'est portée candidate aux fonctions de représentante titulaire et Mme NAUDET Isabelle s'est portée candidate aux fonctions de représentante suppléante ;

CONSIDÉRANT que le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de procéder au vote à main levée.

Il est procédé à l'élection des délégués appelés à représenter la commune au sein du Comité Syndical, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après appel à candidatures, il est procédé au vote.

Résultat du vote :

Nombre de votants : 09

Suffrages exprimés : 10

Ont obtenu :

- Mme LECLERC ESCALIER Virginie, Le Maire : 10 voix
- Mme NAUDET Isabelle : 10 voix

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'adhéré à l'association Fondation du Patrimoine pour une cotisation de 100 € à l'année.

ARTICLE 2 : de désigner les délégués suivants au sein de l'association Fondation du Patrimoine :

- **Délégué titulaire : Mme LECLERC ESCALIER Virginie, Le Maire ;**
- **Délégué suppléant : Mme NAUDET Isabelle, Conseillère déléguée.**

ARTICLE 3 : de charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération. La présente délibération sera notifiée au représentant de l'Etat dans le Département et au président de l'association Fondation du Patrimoine.

Discussions :
Notre commune va solliciter la fondation du patrimoine en vue de travaux à réaliser dans l'église Sainte Elisabeth (sécurité) pour un accompagnement technique et financier.
Il convient d'adhérer à celle-ci. Montant 100€ par an ; somme prévue au budget 2026.
Il est proposé Mme LECLERC ESCALIER Virginie titulaire et Mme NAUDET Isabelle, suppléante.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

10. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TOUDON

DÉLIBÉRATION : 2026-06-08

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2121-8 ;

VU le projet de règlement intérieur annexé à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que la commune de Toudon compte moins de 1 000 habitants et n'est donc pas soumise à l'obligation d'adopter un règlement intérieur du conseil municipal prévue à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT toutefois que le Conseil municipal souhaite se doter volontairement d'un règlement intérieur afin de préciser les règles d'organisation et de fonctionnement de ses séances, dans un souci de transparence, de bonne administration et de bon déroulement des débats.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'adopter le règlement intérieur du Conseil municipal de la commune de Toudon, annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : De préciser que ce règlement intérieur s'appliquera à compter de la date de son adoption par le conseil municipal.

ARTICLE 3 : D'autoriser Madame le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Discussions :
Dans une démarche de transparence de la vie publique, Mme le maire souhaite mettre en place un règlement de fonctionnement du conseil municipal, qui a pour objectif de clarifier l'organisation, le déroulé et la tenue des séances de l'organe délibérant de la commune et ce, malgré la non obligation pour les communes de moins de 3500 habitants.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

11. PROGRAMME DE DOTATION CANTONALE D'AMENAGEMENT 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-06-09

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les dispositifs d'aide du Département des Alpes-Maritimes au titre de la Dotation Cantonale d'Aménagement (D.C.A.) ;

CONSIDÉRANT que la commune souhaite poursuivre la valorisation et la préservation de son patrimoine immobilier communal ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'engager des travaux de réhabilitation du bâtiment communal accueillant les services de la mairie, des logements communaux et des espaces dédiés à la vie municipale.

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de fixer les travaux qui doivent être retenus au titre de la Dotation d'Aménagement Cantonale 2026 pour qu'ils puissent être subventionnés au taux de 60 à 80 % par le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

Madame le Maire expose au Conseil Municipal le projet de travaux portant sur :

1. **Travaux de séparation des canalisations d'eau potable desservant les deux appartements communaux de la Curiale**

La commune a dû engager en urgence des travaux de séparation des canalisations d'eau potable desservant les deux appartements communaux situés dans le bâtiment de la Curiale.

Ces travaux ont été rendus nécessaires en raison du passage de la commune à une facturation de la consommation réelle d'eau à compter de l'année 2026. La configuration existante des installations ne permettant pas d'assurer un suivi individualisé des consommations par logement, une intervention rapide a été indispensable afin de mettre les installations en conformité et d'assurer une gestion correcte des consommations.

Ces travaux, réalisés dans un contexte d'urgence technique, constituent une opération d'investissement visant à préserver le patrimoine communal, améliorer la gestion des logements communaux et assurer la conformité des installations existantes.

2. **Réhabilitation des logements communaux existants situés au 1er étage du bâtiment mairie**

Ces logements communaux nécessitent une rénovation complète afin d'assurer leur pérennité, leur conformité et leur remise en état.

Les travaux envisagés comprennent notamment :

- la rénovation des réseaux de plomberie et des canalisations ;
- la réfection et la mise aux normes des installations électriques ;
- les travaux de remise en état des murs, sols et peintures ;
- les travaux d'aménagement intérieur nécessaires à leur fonctionnalité et à leur remise en location.

Cette opération a pour objectif de préserver et valoriser le patrimoine communal, maintenir une offre de logements sur la commune et répondre aux besoins de la population.

3. Réhabilitation de la salle du Conseil Municipal située au rez-de-chaussée du bâtiment mairie

La salle du Conseil Municipal constitue un espace communal essentiel à la tenue des réunions institutionnelles et à l'accueil des administrés.

Les travaux envisagés permettront :

- la rénovation générale de la salle ;
- l'amélioration des conditions d'accueil et d'utilisation ;
- la remise en état des équipements et aménagements nécessaires au bon fonctionnement des instances municipales.

Cette opération participe à l'amélioration des bâtiments publics communaux et à la modernisation des espaces dédiés au service public.

4. Acquisition de parcelles pour la création et l'extension de parkings communaux

Afin d'améliorer l'organisation des espaces publics, de faciliter l'accès aux bâtiments communaux et de répondre aux besoins de stationnement, la commune souhaite procéder à l'acquisition d'une parcelle permettant la création et l'extension de parkings.

Cette acquisition foncière permettra :

- d'améliorer l'accessibilité aux équipements communaux ;
- de sécuriser et organiser le stationnement ;
- de renforcer l'aménagement des espaces publics communaux.

L'ensemble de ces opérations constitue un programme global d'amélioration, de valorisation et de développement du patrimoine communal.

5. Inventaire et qualification des voies communales

Madame le Maire informe également le Conseil Municipal qu'un accord-cadre a été signé entre la Communauté de Communes Alpes d'Azur (CCAA) et la société GEOPTIS relatif à l'inventaire et à la qualification des voies communales.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

Cette démarche a pour objectif d'améliorer la gestion du patrimoine routier communal, de renforcer la sécurité des déplacements et d'optimiser la programmation des interventions.

Elle comprend notamment :

L'inventaire des voies communales :
- identification et recensement des infrastructures existantes ;
- réalisation d'un état des lieux permettant une meilleure planification des investissements et opérations de maintenance.

La qualification des voies :
- analyse technique et fonctionnelle des infrastructures ;
- identification des besoins de mise en conformité ;
- établissement de préconisations pour optimiser leur utilisation et leur sécurité.

L'amélioration continue de la gestion des infrastructures :
- accompagnement dans le suivi de l'évolution de l'état des voies ;
- utilisation d'outils permettant une meilleure visualisation et une aide à la décision.

Cette opération permettra à la commune de disposer d'une connaissance précise de son patrimoine routier et de renforcer la qualité de la gestion des espaces publics.

Madame le Maire propose l'inscription des travaux suivants pour ce programme :

Travaux de séparation des canalisations d'eau potable desservant les deux appartements communaux de la Curiale

Montant 1 800,00 € HT

Réhabilitation des logements communaux existants situés au 1er étage du bâtiment mairie

- ***Electricité : ..... 3 279,98 €***
- ***Electricité : ..... 1 766,85 €***
- ***Plomberie : ..... 5 126,00 €***
- ***Aménagement : ..... 8 014,30 €***
- ***Aménagement : ..... 2 834,30 €***
- ***Aménagement : ..... 2 100,00 €***

Montant 23 121,43 € HT

Réhabilitation de la salle du Conseil Municipal située au rez-de-chaussée du bâtiment mairie

Montant 4 909,00 € HT

Acquisition de parcelles pour la création et l'extension de parkings communaux

Montant 2 500,00 € HT

Inventaire et qualification des voies communales

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

Montant 2 000,00 € HT

Montant TOTAL H.T. 34 330,43 € HT

Plan de financement

Dotation cantonale d'Aménagement 80% HT	**27 464,34 €**
Part communale 20% HT	**6 866,09 €**
Total H.T.	**34 330,43 €**
TVA	**3 159,26 €**
Total T.T.C.	**37 489,69 €**

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Approbation du programme de travaux

D'approuver le programme de travaux présenté dans le cadre de la Dotation Cantonale d'Aménagement (D.C.A.) 2026, portant sur :

- la réhabilitation des logements communaux existants situés au 1er étage du bâtiment mairie ;
- la réhabilitation de la salle du Conseil Municipal située au rez-de-chaussée du bâtiment mairie ;
- l'acquisition de parcelles pour la création et l'extension de parkings communaux ;
- l'inventaire et la qualification des voies communales.

Le montant prévisionnel total de l'opération s'élève à **34 330,43 € HT**.

ARTICLE 2 : Plan de financement prévisionnel

D'approuver le plan de financement suivant :

- Dotation Cantonale d'Aménagement (D.C.A.) 2026 – Conseil départemental des Alpes-Maritimes : **27 464,34 € HT** (soit 80 % du montant HT) ;

- Participation communale : **6 866,09 € HT** (soit 20 % du montant HT).

Le montant définitif de la participation communale sera ajusté en fonction du montant réel des dépenses réalisées.

ARTICLE 3 : Demande de subvention

De solliciter auprès du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, au titre de la Dotation Cantonale d'Aménagement (D.C.A.) 2026, l'attribution d'une subvention au taux maximum autorisé, dans la limite d'une enveloppe de **35 000 €**, afin de permettre le financement du programme de travaux présenté.

Cette enveloppe pourra également permettre la prise en compte de travaux complémentaires ou d'opérations qui viendraient se rattacher au programme initial, en fonction des besoins identifiés, des devis obtenus et des possibilités financières de la commune.

Madame le Maire est autorisée à produire tout document nécessaire à l'instruction de cette demande et à ajuster le programme de travaux en fonction des financements accordés.

ARTICLE 4 : Exécution

D'autoriser Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Discussions :
La commune de Toudon s'est vue notifiée le montant de la dotation cantonale pour l'année 2026 : environ 50 000€.
Mme le Maire propose qu'elle soit fléchée sur les actions suivantes : réhabilitations des logements communaux et de la salle du conseil municipal, inventaire et qualification des voies communales, acquisition d'une parcelle et travaux d'équipement.
Montant pour ces projets 34 330, 43 € dont….
Les dépenses envisagées avec le reliquat de l'enveloppe financière seront étudiées courant le dernier semestre 2026.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

12. INSTITUTION DE LA TAXE DE SÉJOUR AU RÉEL À COMPTER DU 1ER JANVIER 2027

DÉLIBÉRATION : 2026-06-10

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2333-26 à L. 2333-47 et R. 2333-43 à R. 2333-58 ;

VU l'article L. 4332-4 du Code général des collectivités territoriales relatif à la taxe additionnelle de 34 % applicable dans les départements concernés par le financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

VU le Code du tourisme ;

VU la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;

VU la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ;

VU les dispositions législatives et réglementaires relatives à la taxe de séjour et à ses taxes additionnelles ;

VU la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021, dans ses articles 122, 123 et 124, ayant adopté de nouvelles dispositions, notamment la nécessité de délibérer avant le 1er juillet pour instituer l'application des tarifs de taxe de séjour au premier janvier de l'année suivante ;

VU la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, notamment son article 76, instituant une taxe additionnelle de 34 % à la taxe de séjour au bénéfice de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

VU le barème applicable pour 2027, fixant un tarif plancher et un tarif plafond ;

CONSIDÉRANT que la fréquentation touristique génère des dépenses supportées par la commune pour l'entretien des équipements publics, la valorisation du patrimoine, la signalétique, les espaces publics et les actions de promotion touristique ;

CONSIDÉRANT que la taxe de séjour constitue une ressource affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Conseil municipal de fixer les modalités de perception de cette taxe dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'instituer la taxe de séjour sur le territoire communal à compter du 1er janvier 2027 ;

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Institution de la taxe de séjour

La taxe de séjour est instituée sur le territoire de la commune de Toudon à compter du 1er janvier 2027. Elle est établie selon le régime de la taxe de séjour au réel.

ARTICLE 2 : Période de perception

La taxe de séjour est perçue du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

ARTICLE 3 : Personnes assujetties

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux sur le territoire communal et qui ne sont pas domiciliées dans la commune.
Les exonérations et exemptions prévues par la législation en vigueur s'appliquent de plein droit.

ARTICLE 4 : Les exonérations de plein droit

Pour les personnes assujetties à la taxe de séjour au réel, sont exonérées (art. L. 2333-31 du CGCT) :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1,00 € par nuit quel que soit le nombre d'occupant.

ARTICLE 5 : Tarifs applicables

À compter du 1er janvier 2027, les tarifs de la taxe de séjour sont fixés, conformément aux dispositions de l'article L.2333-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

Catégorie d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond	Tarif commun aux 2027	Taxe additionnelle SLNPCA (34%)	Taxe totale 2027
Palaces	0,70 €	4,90 €	3,00 €	1,02	4,02
Hôtels, résidences et meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,60 €	2,60 €	0.88	3,48
Hôtels, résidences et meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,60 €	1,50 €	0,51	2.01
Hôtels, résidences et meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,70 €	1,30 €	0,44	1,74
Hôtels, résidences et meublés de tourisme 2 étoiles, villages vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	1,00 €	1,00 €	0,34	1,34
Hôtels, résidences et meublés de tourisme 1 étoile, villages vacances 1 à 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 €	0,80 €	0,80 €	0,27	1,07
Terrains de camping et de caravanage classés 3 à 5	0,20 €	0,60 €	0,60 €	0,2	0,80

étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures					
Terrains de camping et de caravanage classés 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,07	0,27
Hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des hébergements de plein air	1 %	5 %	4 %		

Pour les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des hébergements de plein air, le tarif applicable est fixé à 4 % du coût, par personne, de la nuitée. Le montant de la taxe de séjour ainsi obtenu est plafonné au tarif le plus élevé adopté par la commune, soit 3,00 € par personne et par nuitée. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

ARTICLE 6 : Taxes additionnelles

Les tarifs fixés par la présente délibération sont majorés de plein droit des taxes additionnelles instituées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment la taxe additionnelle de 34 % prévue à l'article L. 4332-4 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 7 : Affectation du produit

Le produit de la taxe de séjour est affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune, notamment :

- les actions de promotion touristique ;
- la valorisation du patrimoine communal ;
- l'amélioration de l'accueil des visiteurs ;
- l'entretien et la mise en valeur des équipements et espaces à vocation touristique ;
- les actions participant au développement de l'attractivité touristique du territoire.

ARTICLE 8 : Obligations des logeurs, hébergeurs et intermédiaires

Les logeurs, hôteliers, propriétaires, plateformes de réservation et autres intermédiaires chargés de la collecte de la taxe de séjour sont tenus de respecter les obligations déclaratives et de reversement prévues par les textes en vigueur.

ARTICLE 9 : Exécution

Madame le Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Discussions :
Certains propriétaires mettent leurs biens immobiliers en location et la commune n'avait jamais délibéré afin d'appliquer une taxe de séjour sur ces locations. Les recettes étaient jusqu'alors versées à la commune la plus proche ayant instaurée cette taxe.
Mme le Maire présente les tarifs retenus pour la commune (moyenne locale) et les exonérations applicables.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

13. CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL DE LA VOIE SITUÉE SUR LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION B N° 1233 – ROUTE DE LA COMBA (ANCIENNE ROUTE DU LOTISSEMENT CHANTE-MILAN)

DÉLIBÉRATION : 2026-06-11

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et suivants ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les dispositions relatives à l'intégration des biens appartenant aux personnes publiques dans leur domaine public ;

VU l'acte authentique en date du 03 mars 2005 reçu par Maître Jean-Michel RENUCCI, notaire à Nice (ALPES-MARITIMES), relatif notamment à l'acquisition de la parcelle cadastrée section B n° 1233 ;

VU la délibération n° 2025-09-01 du Conseil Municipal en date du 19 septembre 2025 approuvant le transfert à la Commune de TOUDON des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des bornes à incendie situés sur ou sous la parcelle cadastrée section B n°1233 ;

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

VU l'acte authentique en date du 18 décembre 2025 reçu par Maître Marc SAROTTI, notaire à Nice (ALPES-MARITIMES), relatif au transfert des réseaux d'eau potable et d'assainissement à la Régie des Eaux Alpes Azur et Mercantour (R.E.A.A.M.) sous la parcelle cadastrée section B n° 1233 ;

VU l'acte authentique complémentaire en date du 18 décembre 2025 reçu par Maître Marc SAROTTI, notaire à Nice (ALPES-MARITIMES), relatif au transfert à la Commune de TOUDON des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des bornes à incendie situés sur ou sous la parcelle cadastrée section B n° 1233 ;

CONSIDÉRANT que la parcelle cadastrée section B n° 1233, d'une contenance de 3 981 m², appartient actuellement au domaine privé de la Commune ;

CONSIDÉRANT que cette parcelle comprend une voie ouverte à la circulation et affectée à l'usage direct du public ;

CONSIDÉRANT que le linéaire de cette voie représente 563,54 mètres linéaires ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser la situation juridique de cette voie afin de permettre son intégration au domaine public routier communal et d'assurer pleinement par la commune ses missions d'entretien, de gestion et de conservation ;

CONSIDÉRANT que ce classement n'a pas pour effet de modifier l'emprise foncière de la parcelle mais uniquement son régime juridique.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le classement dans le domaine public routier communal de la voie située sur la parcelle cadastrée section B n° 1233, d'une contenance de 3 981 m², actuellement dépendant du domaine privé communal, correspondant à la route de la Comba – ancienne route du lotissement Chante-Milan, pour un linéaire de 563,54 mètres linéaires.

ARTICLE 2 : De constater que cette voie est affectée à l'usage direct du public et répond aux conditions permettant son intégration au domaine public routier communal.

ARTICLE 3 : D'autoriser Madame le Maire à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à la mise à jour des documents cadastraux et domaniaux, du tableau de classement des voies communales ainsi que des données relatives au linéaire de voirie communale auprès des services compétents.

ARTICLE 4 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité de la Préfecture des Alpes-Maritimes et publiée conformément aux dispositions en vigueur.

Discussions :
La route de la comba d'une longueur de 536 mètres linéaires (parcelle B 1233) est classée à ce jour domaine privé de la commune.
En cas de litige ou d'incident, la responsabilité pénale du maire peut être engagée.
L'objet de cette délibération est de transférée cette parcelle dans le domaine public de la commune.
En cas de litige ou d'incident, c'est la responsabilité juridique de la commune qui peut être engagée.
De plus, ce transfert permettra d'intégrer des recettes supplémentaires dans le cadre de la DGF versée par l'Etat.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

14. ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2025-04-09 RELATIVE À L'ACQUISITION DE LA PARCELLE A 0160

DÉLIBÉRATION : 2026-06-12

Madame le Maire expose au Conseil municipal la volonté du Conseil municipal précédent par délibération n° 2025-04-09 du 09 avril 2025 d'acquérir par la commune de TOUDON la parcelle cadastrée section A n° 160, d'une superficie de 701 m², située Route de la Comba (Fontaine Saint-Antoine), pour un montant de 5 000 €, en vue d'un projet futur de parking.

Madame le Maire expose que la municipalité actuelle souhaite reconsidérer l'opportunité de cette acquisition au regard :

- des priorités budgétaires actuelles de la commune ;
- de l'évolution des projets municipaux ;
- et de l'absence de finalisation définitive de l'acte authentique d'acquisition.

Madame le Maire informe également le Conseil municipal qu'à la suite du dessaisissement du dossier, l'étude notariale a indiqué qu'un montant de 29,00 € reste dû par la commune et devra être réglé afin de clôturer ce dossier. L'étude notariale précise toutefois qu'aucun autre frais ne sera facturé à la commune au titre des formalités accomplies et des actes rédigés dans le cadre de cette procédure.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'abroger la délibération n° 2025-04-09 du 09 avril 2025 ;
- de renoncer à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 160 ;
- de ne pas donner suite à la procédure engagée auprès de l'étude notariale ;

- d'autoriser le règlement de 29,00 € à l'étude notariale et de prévoir cette dépense au budget communal.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'abroger la délibération n° 2025-04-09 du 09 avril 2025 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 160.

ARTICLE 2 : de renoncer définitivement à cette acquisition avec les pénalités que l'acquéreur ou le notaire nous donnerons et de le prévoir au budget.

ARTICLE 3 : D'autoriser le règlement à l'étude notariale du solde débiteur de 29,00 € restant dû au titre de ce dossier et de prévoir cette dépense au budget communal.

ARTICLE 4 : de charger Madame le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Discussions :
La nouvelle municipalité installée depuis mars 2026 ne souhaite plus acquérir la parcelle A 0160.
Mme le Maire s'en est expliquée auprès des vendeurs et leur a transmis les coordonnées d'éventuels acquéreurs.
Maitre GUENIN Salvia, notaire à Mandelieu en charge de la transaction, octroie un geste commercial envers la commune et ne facturera que les frais liés aux actes déjà rédigés en vue de la vente. Mme le Maire la remercie chaleureusement pour cela.
Le montant dont la commune doit s'exonérer est de 29€.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

15. CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS POUR LES JEUNES DU VILLAGE ÂGÉS DE 15 À 17 ANS – PÉRIODE JUILLET AOÛT

DÉLIBÉRATION : 2026-06-13

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et suivants ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L. 332-23 relatif au recrutement d'agents contractuels pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité ;

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

VU les dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le Code du travail relatif aux conditions particulières d'emploi des jeunes travailleurs ;

CONSIDÉRANT que la Commune souhaite permettre aux jeunes habitants du village âgés de 15 à 17 ans de participer à la vie communale et de découvrir les missions des services techniques municipaux ;

CONSIDÉRANT que les besoins saisonniers des services municipaux pendant les mois de juillet et août nécessitent le renfort ponctuel des équipes techniques ;

CONSIDÉRANT que les missions confiées porteront notamment sur des travaux d'aide aux services techniques municipaux, l'entretien courant des espaces publics, l'embellissement de la commune, l'aide aux manifestations communales et toutes missions compatibles avec l'âge et la réglementation applicable aux mineurs ;

CONSIDÉRANT que ces emplois saisonniers relèvent de missions correspondant aux fonctions d'exécution du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux de Catégorie C.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De créer des emplois saisonniers d'agents contractuels techniques territoriaux pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pendant les mois de juillet et août.

ARTICLE 2 : De préciser que ces emplois sont destinés aux jeunes habitants de la Commune âgés de 15 à 17 ans, recrutés pour exercer des missions d'appui aux services techniques municipaux.

ARTICLE 3 : De préciser que les agents recrutés seront rémunérés par référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C), selon un niveau de rémunération fixé par Madame le Maire en fonction des missions confiées, du temps de travail et de la réglementation applicable.

ARTICLE 4 : D'autoriser Madame le Maire à procéder aux recrutements nécessaires et à signer les contrats d'engagement correspondants.

ARTICLE 5 : Les crédits nécessaires à la rémunération des agents saisonniers et aux charges afférentes ont été inscrits au budget communal de l'année.

ARTICLE 6 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité de la Préfecture des Alpes-Maritimes et publiée conformément aux dispositions en vigueur.

Discussions :
Afin de lutter contre l'oisiveté des jeunes et de les intégrer à la vie du village, il est proposé de créer 4 postes d'emplois saisonniers pour les 15/17 ans.
Par tranche de 15 jours, ils seront recrutés en CDD de la fonction publique territoriale pour une rémunération comprise entre 300 et 350 € (% SMIC appliqué en fonction de l'âge du jeune) pour 20h/ semaines (les matins).
Types de travaux à réaliser : peinture des garde-corps et des mains courantes, rénovation des bancs publics, désherbage, visite des anciens, ménage…
Un dossier de candidature est à retirer et à déposer en mairie, accompagné d'une autorisation parentale.
Mme LACOMBE Nicolle relève que les jeunes de 18 ans pourraient être intéressés car peu possèdent le permis de conduire et sont soumis aux mêmes contraintes que les 15/17 ans.
Mme le Maire salue la remarque pertinente et propose d'étudier les candidatures qui pourraient affluer.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**
Adopté à l'unanimité.

16. INFORMATIONS MUNICIPALES

Discussions :

ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DU STUDIO D'ESTARNAOU.

Le logement sera prochainement loué temporairement à la nouvelle directrice de l'école pour un loyer de 260 € mensuel.

ACCUEIL DE LA NOUVELLE DIRECTRICE D'ÉCOLE.

Mme Chloé ROUZAIRE prendra ses fonctions à la rentrée scolaire 2026/2027. Nous lui souhaitons la bienvenue à Toudon et espérons qu'elle s'y sentira bien. A ce jour, nous ne savons pas qui sera nommé sur le second poste de maitresse d'école.

LANCEMENT DES TRAVAUX DANS LA SALLE DU CONSEIL AINSI QUE DANS LES APPARTEMENTS COMMUNAUX.

Les travaux de rénovations de la salle du conseil municipal débuteront la semaine 27 et pour une durée d'un mois environ, ce qui permettra nous l'espérons de procéder aux deux mariages prévus cet été, dans la nouvelle salle rénovée.

Les travaux des deux appartements au-dessus de la mairie débuteront durant l'été pour permettre une location dès septembre 2026. C'est aujourd'hui un manque à gagner pour les finances communales mais il était impossible de louer ces logements en l'état (sécurité non assurée).

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU SAMEDI 27 JUIN 2026

17. CLÔTURE DE SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, **Madame le Maire** remercie l'ensemble des membres du Conseil Municipal de leur attention et lève la séance à **10h59.**

Le Secrétaire de séance,
Fanny RAYNARD

Le Maire,
Virginie LECLERC ESCALIER